

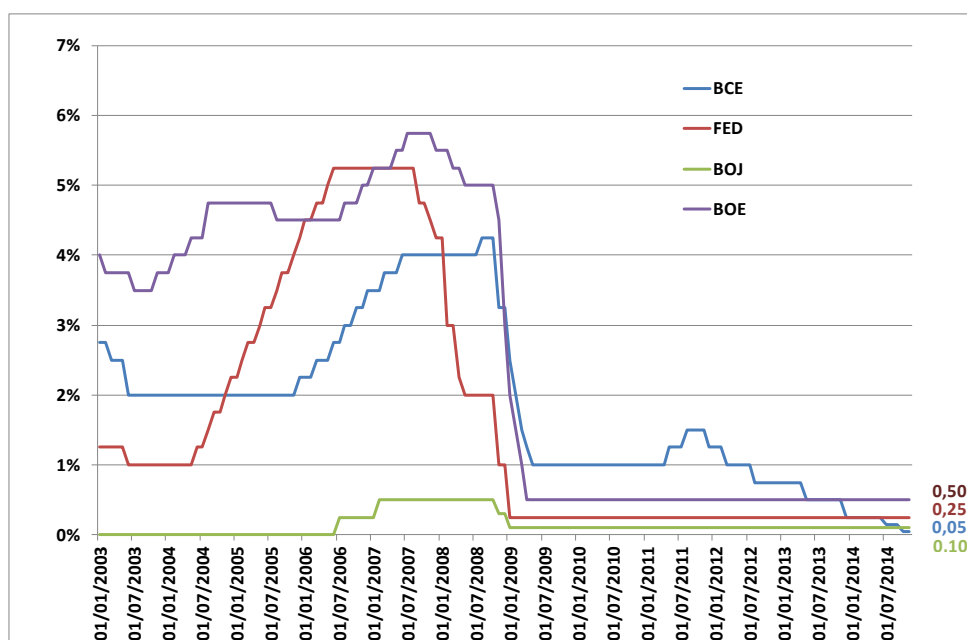
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

BCE : Taux inchangés et mise en place des nouveaux programmes d'achats de titres

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 novembre 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire [...], nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. Dans le sillage des décisions prises le 2 octobre 2014, nous avons commencé, le mois dernier, à faire l'acquisition d'obligations sécurisées dans le cadre de notre nouveau programme. Bientôt, nous commencerons également à faire l'acquisition de titres adossés à des actifs (asset - backed securities - ABS). Les programmes dureront au moins deux ans. Avec la série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui seront conduites jusqu'en juin 2016, ces achats auront une incidence notable sur notre bilan, qui devrait retrouver les dimensions qu'il affichait début 2012 [...]. Grâce aux mesures qui ont été mises en œuvre, la politique monétaire a réagi aux perspectives de faible inflation, à un essoufflement de l'élan de croissance et à l'atonie persistante de la dynamique de la monnaie et du crédit [...]. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, nos mesures de politique monétaire contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux proches de notre objectif. Toutefois, dans une perspective à plus long terme, et en tenant compte de nouvelles informations et analyses, le Conseil des gouverneurs suivra de près et évaluera constamment le caractère approprié de l'orientation de sa politique monétaire. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Le Conseil des gouverneurs a chargé les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème de veiller à la préparation en temps voulu des nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, devoir être mises en œuvre. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : hausse du chômage en septembre

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'est établi à 3 432 500 en France métropolitaine fin septembre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin août 2014 (+0,6 %, soit +19 200). Sur un an, il croît de 4,3 %.

Stabilité du chômage dans la ZE18 comme dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5% en septembre 2014, stable comparé à août 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0% de septembre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,1% en septembre 2014, également stable comparé à août 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,8% de septembre 2013. Eurostat estime qu'en septembre 2014, 24,512 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,347 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 108 000 dans l'UE28 et de 19 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2013, le chômage a baissé de 1,818 million de personnes dans l'UE28 et de 826 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (5,0%) ainsi qu'en Autriche (5,1%), et les plus élevés en Grèce (26,4% en juillet 2014) et en Espagne (24,0%).

Inflation

France : stabilité de l'IPC en octobre

L'indice des prix à la consommation (IPC) est stable entre septembre et octobre 2014, après une baisse de 0,4 % lors du mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il est également stable, après un repli de 0,1 % en septembre. Sur un an, l'IPC augmente de 0,5 % en octobre 2014, en légère accélération par rapport à septembre (+0,3 %). Hors tabac, l'IPC croît de 0,4 % sur un an.

Légère hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,4% en octobre 2014, en hausse par rapport au mois de septembre, où il était de 0,3%. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,2%, contre 1,1% en septembre), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,5%, contre 0,3% en septembre), des biens industriels hors énergie (-0,1%, contre 0,2% en septembre), et de l'énergie (-1,8% contre -2,3% en septembre).

Asie

Japon : des précisions sur la politique monétaire de la BoJ

Après l'annonce inattendue par la BoJ d'une hausse de 60 % de son programme de rachats d'obligations publiques le 31 octobre, Haruhiko Kuroda, gouverneur de la Banque du Japon, a indiqué le 5 novembre lors d'une conférence annuelle des milieux économiques à Tokyo, que ces décisions « illustraient pleinement son engagement inébranlable » à mettre fin à une quinzaine d'années de déflation. « Il n'y a aucune limite aux outils que nous pouvons utiliser, y compris l'achat d'obligations souveraines japonaises », a-t-il précisé. L'objectif est d'atteindre 2 % d'inflation au cours du prochain exercice fiscal.

Actualité législative

Décret n° 2014-1242 du 24 octobre 2014 relatif à la simplification et sécurisation des dispositions budgétaires et comptables de la Nouvelle-Calédonie et des provinces de la Nouvelle-Calédonie

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029627270&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2014-1243 du 24 octobre 2014 portant application des articles 84-4 et 183-4 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029627302&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2014-1244 du 24 octobre 2014 portant modification du décret n° 2010-1231 du 19 octobre 2010 portant organisation financière et comptable des établissements publics à caractère industriel et commercial de la Nouvelle-Calédonie, de ses provinces et de ceux constitués par plusieurs provinces :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029627319&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Actualité régionale

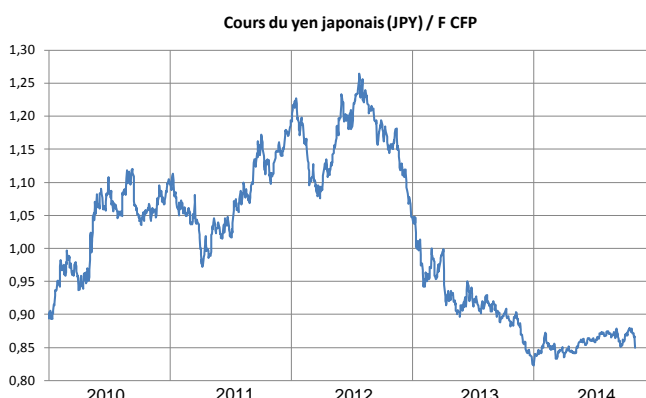
Chine : pas d'embellie au 3^e trimestre 2014

Au 3^e trimestre, le PIB chinois a progressé de 7,3 % sur un an, soit un taux proche de celui observé lors du trimestre précédent (+7,5 %). Sur l'ensemble de l'année 2014, les autorités chinoises prévoient une croissance de 7,5 %, identique à celle de 2013, et toujours bien inférieure aux rythmes observés avant la crise de 2008-2009.



Japon : des précisions sur la politique monétaire de la BoJ

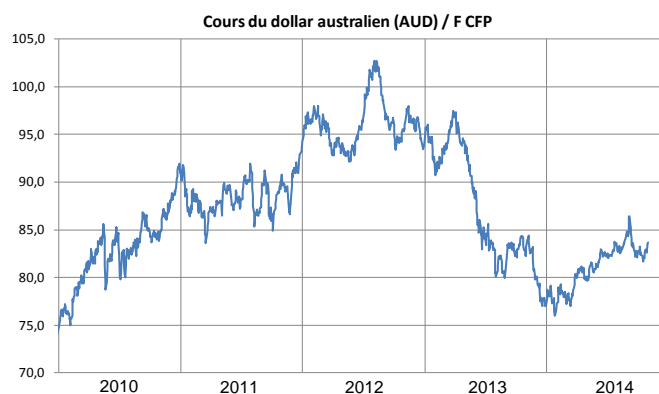
Après l'annonce inattendue par la banque centrale japonaise (BoJ) d'une hausse de 60 % de son programme de rachats d'obligations publiques le 31 octobre, Haruhiko Kuroda, gouverneur de la BoJ, a indiqué le 5 novembre lors d'une conférence annuelle des milieux économiques à Tokyo, que ces décisions « illustraient pleinement son engagement inébranlable » à mettre fin à une quinzaine d'années de déflation. « Il n'y a aucune limite aux outils que nous pouvons utiliser, y compris l'achat d'obligations souveraines japonaises », a-t-il précisé. L'objectif est d'atteindre 2 % d'inflation au cours du prochain exercice fiscal.



Australie : hausse de l'emploi au mois d'octobre 2014

Le nombre de personnes en emploi a atteint 11,6 millions en octobre, en hausse de 0,9 % par rapport au mois de septembre. Le nombre de chômeurs a augmenté dans le même temps de 7 100, pour atteindre 772 100 personnes. Le taux de chômage en octobre est stable par rapport au mois précédent, à 6,2 %.

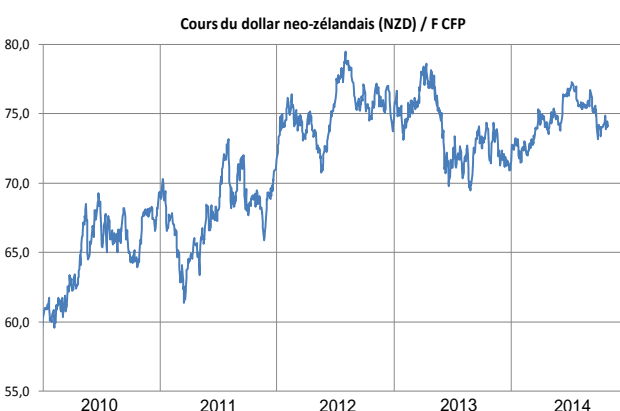
Lors de sa réunion du 8 octobre 2014, la banque centrale australienne (RBA) a reconduit à +2,5 % son taux directeur principal, inchangé depuis le 7 août 2013, dans un contexte d'inflation modérée au 3^e trimestre (+0,5 % par rapport au trimestre précédent et +2,3 % sur un an).



Nouvelle-Zélande : détérioration de la balance commerciale

Le déficit commercial de la Nouvelle-Zélande a atteint 1,35 milliard de NZD en septembre 2014, contre 221 millions un an plus tôt. Cette forte détérioration a trouvé son origine dans la baisse des exportations de produits laitiers vers la Chine, parallèlement à des importations en hausse en raison d'acquisition d'avions.

Lors de sa réunion du 30 octobre, la banque centrale de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a elle aussi décidé de laisser inchangé son taux directeur principal, à 3,5 %, dans un contexte de ralentissement de l'inflation (+1,0 % au 3^e trimestre en glissement annuel, contre 1,6 % au trimestre précédent).



3 – Brèves économiques locales

Visite présidentielle

Le Président de la République François Hollande a séjourné sur le Territoire du 16 au 18 novembre 2014, juste après la réunion du sommet du G20 qui s'est déroulée en Australie les 15 et 16. Le lundi 17 novembre, après s'être recueilli sur les tombes de Jacques Lafleur à Nouméa et de Jean-Marie Tjibaou à Tiendanite, le Président de la République a inauguré l'Usine du Nord sur le site de Koniambo, avant de se rendre à l'hôtel Sheraton de Déva. Il a par la suite rencontré les représentants des Etats du Pacifique au siège de la CPS (Secrétariat général de la Communauté du Pacifique), puis s'est exprimé devant les élus, les acteurs institutionnels et les représentants socio-économiques du pays au centre culturel Tjibaou.

Lancement du premier « Exécutive Mastère » pour les cadres calédoniens

Pour la première fois sur le Territoire, une formation continue aboutissant au niveau Bac +5 sera proposée par HEC Paris et OBA Grandes Ecoles. Cette formation, intitulée Mastère « Management d'une unité stratégique », fait l'objet d'un partenariat avec « Cadres Avenir », dispositif de formation des cadres calédoniens. Soutenue par le Haut-commissariat de Nouvelle-Calédonie, cette opération fait suite aux orientations décidées concernant la formation, lors du Comité des signataires d'octobre 2013. La moitié de l'enseignement sera délivrée en Nouvelle-Calédonie et l'autre moitié sur les campus d'HEC Paris et de Shanghai.

Lancement du CRESICA

Le 24 octobre 2014 s'est tenue la réunion de lancement du Consortium de Coopération pour la Recherche, l'Enseignement supérieur et l'Innovation en Nouvelle-Calédonie (CRESICA), qui est né du rassemblement de tous les établissements de recherche et d'enseignement supérieur présents sur le Territoire. L'objectif est de favoriser la coopération entre ces établissements par la recherche de synergies et de mutualisation en matière de formation, de recherche et d'innovation. Les signataires de cet accord sont l'Université de Nouvelle-Calédonie (UNC), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), l'Institut Agronomique Néo-calédonien (IAC), l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer), l'Institut Pasteur de Nouvelle-Calédonie (IPNC), le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et le CIRAD.

Normes de construction

Le 8 octobre 2014, le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, l'Association Française de Normalisation (AFNOR) et l'Agence normative du gouvernement fédéral australien (Standards Australia) ont signé une convention concernant les normes de construction. Ces normes étant une compétence dévolue à la Nouvelle-Calédonie, l'objectif de ce projet est de définir une base réglementaire applicable au secteur de la construction, en s'appuyant sur un corpus normatif de référence pour le pays à l'horizon 2016.

Augmentation du prix du tabac

Le Gouvernement a décidé, lors de sa réunion du 28 octobre 2014, de répercuter l'augmentation des prix à l'importation de la matière première du tabac sur les prix de vente au détail, en appliquant une hausse de 5 % sur les paquets de cigarettes et de 15 % sur le tabac à rouler.

Budget primitif 2015 du Gouvernement

Le 12 novembre 2014, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté à l'unanimité un budget primitif 2015 de 180 milliards de F CFP. Le budget réel propre de la collectivité Nouvelle-Calédonie s'établit à 61,9 milliards de F CFP, en retrait de 8,5 % par rapport au budget 2014. L'investissement public étant l'une des clés de la relance économique, le Gouvernement propose d'y consacrer 20,8 mds de F CFP, tandis que le budget de fonctionnement est estimé à 41 mds de F CFP. Par ailleurs, un recours à l'emprunt de 10,6 mds de F CFP a été annoncé.

Recensement de la population

Le jeudi 13 novembre, l'ISEE (Institut de statistiques et des études économiques) a publié les premiers résultats du recensement 2014 de la population : 268 767 habitants ont été recensés en 2014 en Nouvelle-Calédonie, soit 23 200 habitants de plus qu'en 2009 et correspondant à un accroissement démographique de 1,8% par an. L'augmentation de la population calédonienne concerne cette fois-ci les trois provinces. 74,4 % de la population vit désormais en province Sud.

Autre publication

L'IEOM a publié l'étude suivante :

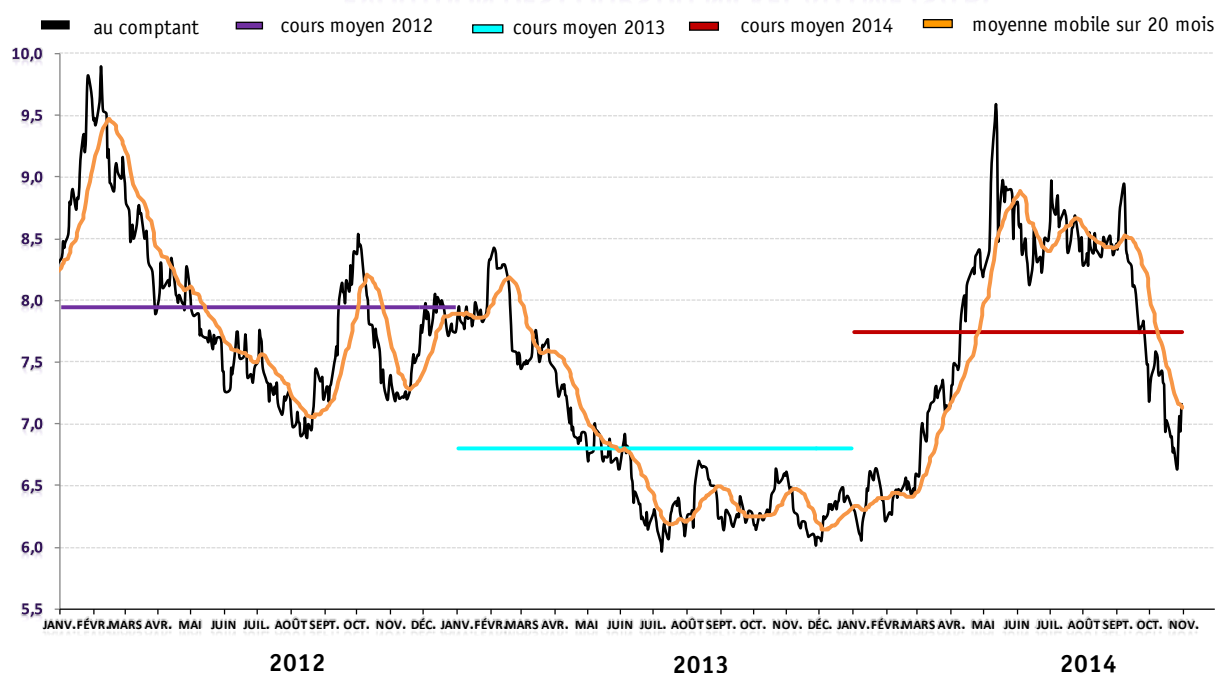
- La note expresse NE n°140 – Premières tendances – 3^e trimestre 2014

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		oct.-14	105,3	0,1%	0,8%
Nombre de demandeurs d'emploi		août-14	6 564	-14,1%	9,2%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	sept.-14	14 949	12,7%	86,3%
	cumulées	sept.-14	100 692	-	18,8%
Importations	mensuelles	sept.-14	26 271	10,1%	15,8%
	cumulées	sept.-14	216 093	-	0,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		oct.-14	7,15	-12,8%	12,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		oct.-14	673	-11,3%	20,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	sept.-14	439	-9,5%	59,4%
	cumulées	sept.-14	3 610	-	21,4%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferro-nickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	sept.-14	8 140	18,9%	-17,4%
	cumulées	sept.-14	55 809	-	6,0%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	août-14	9 006	-2,8%	4,4%
	cumulés	août-14	62 325	-	-5,0%
• Nuitées	mensuels	mars-14	44 543	-1,0%	-10,1%
	cumulés	mars-14	140 269	-	-3,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		mars-14	58%	+ 1,9 pt	+ 2,1 pts
• Croisiéristes (p)		juil.-14	227 757	-	8,8%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21 (p)		oct.-14	101,43	-0,1%	0,0%
• IRL (p)		sept.-14	119,87	0,0%	0,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	37	-33,7%	86,0%
	cumulées	sept.-14	844	-	4,6%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	sept.-14	50	-37,2%	61,4%
	cumulées	sept.-14	1 259	-	-1,4%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	oct.-14	247	-54,2%	285,9%
	cumulées	oct.-14	4 979	-	1,4%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	sept.-12	sept.-13	sept.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	16 117	16 372	16 319	1,6%	-0,3%
Dépôts à vue	241 656	263 945	290 476	9,2%	10,1%
Total M1	257 773	280 317	306 795	8,7%	9,4%
M2-M1	103 660	109 179	114 479	5,3%	4,9%
Total M3	561 704	606 340	601 820	7,9%	-0,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-12	juin-13	juin-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	435 712	454 464	437 141	4,3%	-3,8%
Ménages	395 785	405 638	409 744	2,5%	1,0%
Collectivités locales	54 132	67 761	76 941	25,2%	13,5%
Autres agents	14 771	16 483	13 553	11,6%	-17,8%
Total concours sain	900 400	944 347	937 379	4,9%	-0,7%
Créances douteuses brutes	19 741	21 350	29 553	8,1%	38,4%
Total concours brut	920 141	965 696	966 932	5,0%	0,1%

Interdits bancaires

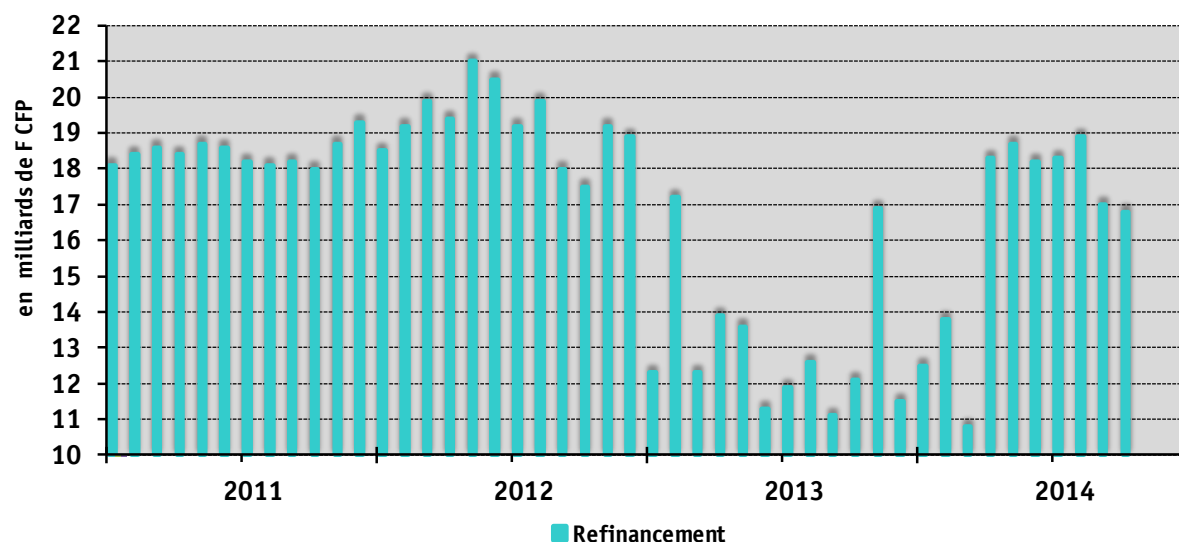
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	oct.-14	7 789	0,0%	0,9%
	dont personnes physiques	oct.-14	6 910	0,0%	0,8%
	dont personnes morales	oct.-14	879	0,1%	2,2%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var. mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	oct.-14	17 174	0,7%	10,4%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	oct.-14	5 208	0,3%	7,7%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var. mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	oct.-14	16,8	-0,9%	39,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var.
Indice des prix à la consommation	oct	104,5	105,3	0,8%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	55 680	57 662	3,6%
dont entreprises sans salarié	sept	48 994	51 058	4,2%
créations d'entreprises (p)	sept	2 778	2 638	-5,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 399	2 433	1,4%
liquidations judiciaires	sept	85	63	-25,9%
redressements judiciaires	sept	52	46	-11,5%
personnes morales en interdiction bancaire	oct	860	879	2,2%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	23 271	25 905	11,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	oct	4 549	6 857	50,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct	3 062	2 891	-5,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	90 064	91 386	1,5%
dont secteur privé	juin	64 892	65 609	1,1%
dont secteur public	juin	25 172	25 777	2,4%
demandes d'emploi de fin de mois	août	6 012	6 564	9,2%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	août	6 498	7 326	12,7%
chômeurs indemnisés	août	2 035	2 437	19,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	oct	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire	oct	6 856	6 910	0,8%
décisions retraits cartes bancaires	oct	2 595	2 592	-0,1%
incidents paiements sur chèques	oct	31 015	24 420	-21,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	oct	4 909	4 979	1,4%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	oct	12 630	12 578	-0,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	24 856	25 059	0,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 517	12 416	-0,8%
Echanges				
nombre de touristes	août	65 613	62 325	-5,0%
nombre de croisiéristes	juil	209 263	227 757	8,8%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	mars	55,0%	56,1%	1,1 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	oct	6,92	7,74	11,9%
cours du nickel au LME en \$/lb	oct	6,38	7,15	12,1%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	sept	2 974	3 610	21,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	sept	12 237	14 688	20,0%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	sept	49 598	55 809	12,5%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	sept	61 632	75 115	21,9%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	sept	852	844	-1,0%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	sept	1 277	1 259	-1,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	sept	75 145	91 063	21,2%
part de ces produits dans le total des exportations	sept	88,7%	90,4%	1,8 pts
total des importations (M FCFP)	sept	214 909	216 093	0,6%
total des exportations (M FCFP)	sept	84 765	100 692	18,8%
taux de couverture	sept	39,44%	46,60%	7,2 pts
recettes douanières (M FCFP)	oct	39 813	40 336	1,3%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	sept	263 945	290 476	10,1%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	sept	280 317	306 795	9,4%
M2 (M1 + Compte épargne Igoement + Comptes sur livret)	sept	389 496	421 274	8,2%
Dépôts à termes	sept	216 805	180 546	-16,7%
M3 (M2 + Dépôts à termes)	sept	606 340	601 820	-0,7%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	sept	3 712	4 028	8,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme *	juin	nd	3,45%	nd
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme *	juin	nd	4,50%	nd
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers*	juin	nd	3,50%	nd
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation*	juin	nd	7,61%	nd
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	juin	965 696	966 932	0,1%
Ménages	juin	405 638	409 744	1,0%
dont crédits à la consommation	juin	73 760	73 290	-0,6%
dont crédits à l'habitat	juin	325 743	330 988	1,6%
Entreprises	juin	454 464	437 141	-3,8%
dont crédits d'exploitation	juin	84 951	74 670	-12,1%
dont crédits d'investissement	juin	238 235	229 676	-3,6%
dont crédits à la construction	juin	115 268	117 822	2,2%
Collectivités locales	juin	67 761	76 941	13,5%
dont d'investissement	juin	65 661	75 082	14,3%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	16 483	13 553	-17,8%
créances douteuses brutes	juin	21 350	29 553	38,4%
taux de créances douteuses brutes	juin	2,2%	3,1%	0,8 pt
ensemble des actifs financiers	juin	697 445	710 288	1,8%
Ménages	juin	364 728	382 948	5,0%
Sociétés	juin	218 792	217 966	-0,4%
Autres agents	juin	113 925	109 374	-4,0%
dont assurances-vie	juin	103 970	109 764	5,6%

(p) : données trimestrielles provisoires

* Compte tenu d'un changement de méthodologie intervenu au T4 2013, la variation en glissement annuel n'est pas calculable.

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

2 – Actualité régionale

Développement de l'agriculture biologique aux Îles Salomon

Une réunion sur l'agriculture biologique a réuni le 23 septembre 2014 à Honiara, capitale des Îles Salomon, l'Association Kastom Gaden (KGA), la communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom), et le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique. Cette rencontre visait à améliorer la collaboration et les synergies entre acteurs de la filière biologique et désigner un porte-parole national du réseau POETCom.

La demande croissante de produits biologiques venant du Pacifique permet désormais d'offrir des revenus viables aux agriculteurs biologiques locaux. Une norme biologique pour les îles du Pacifique reconnue et acceptée sur le marché international a été instaurée. Celle-ci apporte une garantie biologique crédible aux consommateurs à la recherche de produits bios.

Le festival des tapas, un événement inédit dans le Pacifique

Le festival « Tapas, lien culturel en Océanie » se tient du 10 au 23 novembre à Tahiti. L'évènement est organisé par la Délégation de Wallis-et-Futuna en Polynésie française et l'Association Tapa du Pacifique (Atapac). Une dizaine d'archipels et États du Pacifique participent à ce festival dont, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, Tonga, Samoa, Fidji, Hawaï, l'île de Pâques, Vanuatu et les Îles Cook. Des expositions, des ateliers, des conférences et un colloque international sur la préservation du patrimoine culturel immatériel sont prévus tout au long du festival ; un atelier portera sur le projet de classement du tapa au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Exploitation des ressources minérales des fonds marins au Vanuatu

De récentes études menées dans la zone économique exclusive du Vanuatu ont révélé la présence de gisements sous-marins de sulfures massifs potentiellement riches en cuivre, or, zinc, argent et autres minéraux. Le gouvernement a ainsi lancé, du 7 au 9 octobre 2014, une consultation nationale sur l'exploitation de ces ressources minérales en eaux profondes. D'importantes retombées économiques pourraient profiter au Vanuatu qui, parallèlement, devra assurer la gestion financière des projets et garantir leur viabilité environnementale. Bénéficiant du soutien du projet CPS-UE Ressources minérales des grands fonds marins, le ministère des Terres du Vanuatu a défini les orientations stratégiques pour l'exploitation de ces ressources. Un cadre réglementaire sera par ailleurs élaboré.

3 – Brèves locales

Organisation d'un colloque régional sur l'agriculture durable au service de la population

Un colloque régional se tiendra sur le Territoire du 25 au 28 novembre 2014. Intitulé « Une agriculture durable au service de la population », il fera intervenir des chercheurs, des universitaires, des scientifiques, des producteurs et des décideurs politiques sur les enjeux de développement d'une agriculture durable dans les îles du Pacifique. Quatre thématiques seront abordées au cours de cette conférence :

- la contribution de la petite agriculture familiale aux conditions de vie des ménages,
- les impacts environnementaux des activités primaires et résilience des systèmes de production face aux changements globaux,
- les points de blocage et les leviers d'actions en termes de recherches et de développement,
- les politiques publiques pour le renforcement de la contribution du secteur primaire au développement territorial durable.

Le colloque vise à partager les connaissances des différents pays participants (Samoa, Vanuatu, Papouasie Nouvelle-Guinée, Fidji, Australie, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et France) sur la situation et les évolutions des agricultures familiales des îles et États insulaires du Pacifique sud. Cette expertise régionale permettra au Territoire de Wallis-et-Futuna d'identifier des axes prioritaires de développement et des moyens d'actions pour le maintien d'une agriculture durable contribuant à la valorisation des ressources naturelles et à la préservation de l'environnement.

Wallis-et-Futuna bénéficie de la contribution au service public de l'électricité

Le 11 octobre, l'Assemblée nationale a adopté un amendement gouvernemental au projet de loi sur la transition énergétique qui fixe une série d'objectifs et de mesures pour une plus grande sobriété et une meilleure efficacité énergétique dans une démarche de promotion des énergies renouvelables. Les nouvelles dispositions permettront d'harmoniser de manière progressive les tarifs de l'électricité du Territoire et ceux de l'hexagone. Le déficit d'exploitation qui pourrait résulter de cet ajustement pour le prestataire est compensé par la contribution au service public de l'électricité, prélevée sur les factures de l'ensemble des consommateurs. Le rapport de la Commission de régulation de l'énergie souligne que les tarifs de l'électricité sont cinq fois plus élevés sur l'archipel qu'en métropole. L'énergie locale est produite à base d'énergies fossiles dont les prix ont considérablement augmenté lors de la dernière décennie.

Lancée en février 2014, l'installation de compteurs électriques prépayés de 5 et 10 ampères a permis de réduire sensiblement le montant des factures des usagers. 41 familles sont aujourd'hui dotées de ces équipements. Une réflexion sur le développement des énergies renouvelables est engagée pour réduire durablement la dépendance énergétique du Territoire.

Institution d'une sous-régie de recette auprès du tribunal de première instance de Mata'Utu

Un arrêté du 14 mai 2014 publié au Journal officiel de la République française, institue une sous-régie de recettes auprès du tribunal de première instance (TPI) de Mata'Utu. Rattachée au TPI de Nouméa, celle-ci est chargée d'encaisser les recettes provenant des saisies des rémunérations.

Pour mémoire, une démarche avait été engagée par les élus de l'Assemblée Territoriale fin 2013 auprès des autorités administratives afin d'améliorer le dispositif de recouvrement des crédits à la clientèle.

L'IEOM publie un ouvrage sur l'Histoire du Franc Pacifique

Le 21 octobre 2014, l'IEOM a présenté son ouvrage sur l'Histoire du Franc Pacifique, de sa création au sortir de la seconde guerre mondiale jusqu'à l'introduction, le 20 janvier dernier, de la nouvelle gamme de billets. L'ouvrage est enrichi d'illustrations de billets émis par la banque d'Indochine entre 1946 et 1967 puis par l'IEOM. Des témoignages sur la conception, la création et l'émission de la nouvelle gamme de billets ont été recensés.

La version électronique du livre est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/ieom/livre-sur-l-histoire-du-f-cfp.html>

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

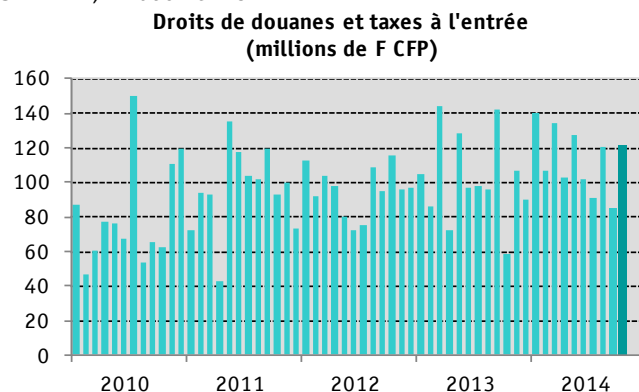
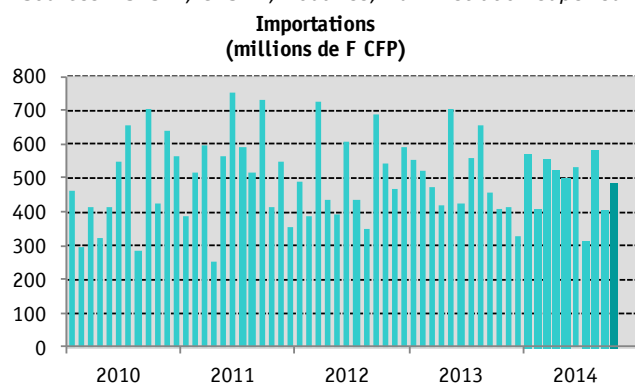
Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3T 14	115,60	-	0,5%
SMIG mensuel en XPF		sept-14	90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés		mars-13	2 094	-	4,1%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	oct-14	484	20,1%	18,4%
	cumulées	oct-14	4 863	-	-6,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	oct-14	121	41,6%	106,9%
	cumulés	oct-14	1 132	-	10,0%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	oct-14	46	30,6%	-87,5%
	cumulées	oct-14	392	-	7,6%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-14	1 607	16,9%	-2,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-14	638	12,4%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-14	145	3,8%	3,2%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-14	2 209	38,9%	-8,8%
	cumulé	juin-14	12 649	-	-7,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-14	1 439	83,8%	28,5%
	cumulé	juin-14	6 602	-	13,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	oct-14	2	-33,3%	0,0%
	cumulées	oct-14	29	-	-29,3%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-14	14	0,0%	-6,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

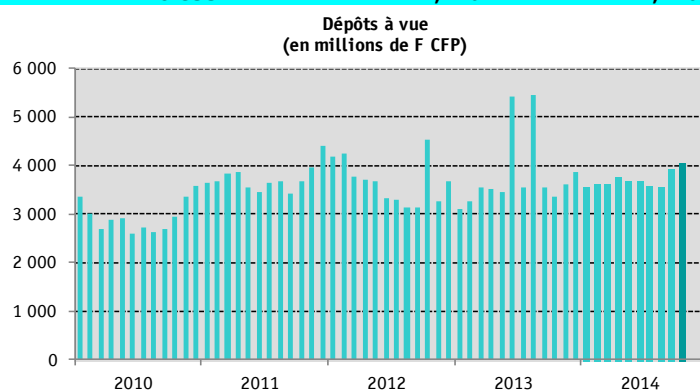
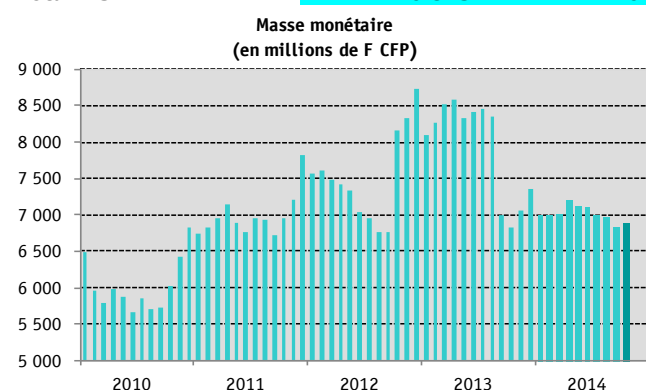


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Progression de la masse monétaire sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	oct-13	sept-14	oct-14	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 138	2 090	2 063	-1,3%	-3,5%
Dépôts à vue	3 366	3 930	4 041	2,8%	20,1%
Total M1	5 504	6 019	6 104	1,4%	10,9%
M2-M1	478	507	505	-0,4%	5,7%
Total M3	6 823	6 816	6 899	1,2%	1,1%

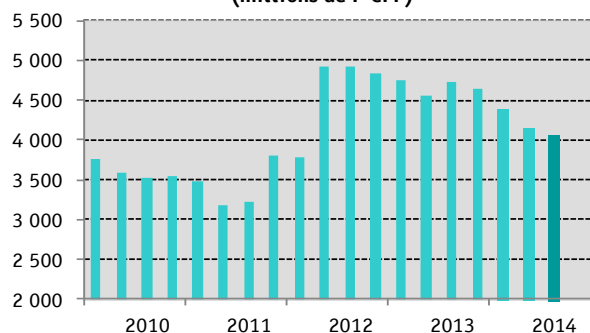


Concours de caractère bancaire

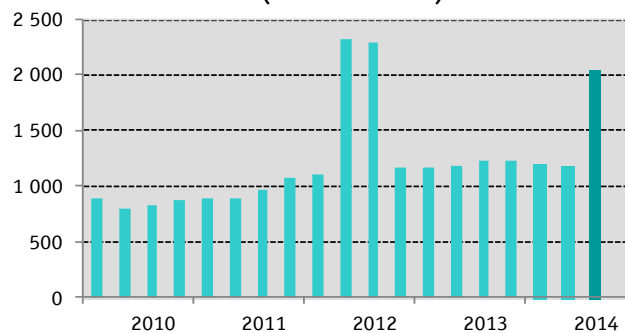
Recul de l'encours des crédits sur l'année

en millions de F CFP	sept-12	sept-13	sept-14	▲/an
Crédits de trésorerie	2 300	1 225	2 045	67,0%
Crédits à l'équipement	1 346	2 308	1 149	-50,2%
Crédits à l'habitat	531	420	255	-39,1%
Autres crédits	258	314	176	-43,8%
Total encours sain	4 436	4 266	3 626	-15,0%
Créances douteuses brutes	493	470	444	-5,5%
Total encours brut	4 929	4 736	4 070	-14,1%

Encours de crédits bruts
(millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(millions de F CFP)

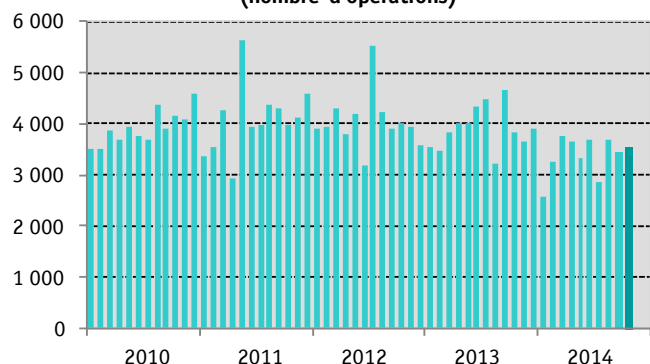


Compensation

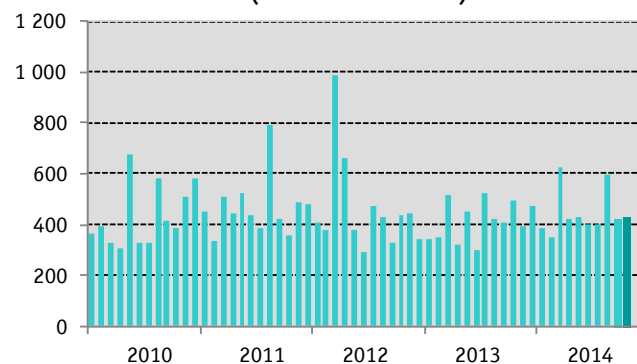
Progression en nombre et en valeur des opérations de compensation en rythme mensuel

	oct-13	sept-14	oct-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 847	3 454	3 540	33 806	2,5%	-8,0%
Compensation (en millions de CFP)	494	425	433	4 468	1,7%	-12,3%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(en millions de F CFP)



Incidents bancaires

Sensible recul du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	oct-13	sept-14	oct-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	111	135	79	864	-41,5%	-28,8%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	13	-	-

Interdits bancaires

Réduction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	oct-13	sept-14	oct-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	371	351	348	-0,9%	-6,2%
- dont personnes physiques	356	337	333	-1,2%	-6,5%
- dont personnes morales	15	14	15	7,1%	0,0%

Cotation

Progression du nombre de cotes valides

en nombre	oct-13	sept-14	oct-14	▲ / mois	▲ / an
Cotes valides	45	48	48	0,0%	6,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	16	16	0,0%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲ / an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	115,05	115,60	0,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	octobre	15	15	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	octobre	723	720	-0,4%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	octobre	101	140	38,1%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	87	66	-24,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 094	2 201	5,1%
dont secteur privé	mars	853	878	2,9%
dont secteur public	mars	1 241	1 323	6,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	septembre	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	octobre	356	333	-6,5%
décision retrait cartes bancaires (nb)	octobre	16	13	-18,8%
incidents paiements sur chèques (nb)	octobre	790	864	9,4%
importations de produits alimentaires (M XPF)	octobre	1 445	1 272	-12,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	octobre	761	741	-2,6%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	octobre	243	227	-6,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	84	76	-9,5%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	octobre	5 180	4 863	-6,1%
exportations	octobre	-	-	-
recettes douanières	octobre	1 404	1 556	10,9%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	octobre	1 029	1 132	10,0%
dont taxes intérieures de consommation	octobre	365	392	7,6%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	octobre	3 366	4 041	20,1%
M1	octobre	5 504	6 104	10,9%
M2	octobre	5 982	6 609	10,5%
Dépôts à terme	octobre	841	290	-65,6%
M3	octobre	6 823	6 899	1,1%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 545	1 376	-10,9%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	1 245	1 161	-6,8%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	299	215	-28,3%
Entreprises	septembre	2 443	2 041	-16,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	76	921	1110,9%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	2 086	963	-53,8%
Collectivités locales	septembre	222	186	-16,4%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	55	23	-58,7%
créances douteuses brutes	septembre	470	444	-5,5%
taux de créances douteuses	septembre	9,9%	10,9%	1,0 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	3 145	3 124	-0,7%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	973	1 058	8,8%
Sociétés	septembre	1 614	1 442	-10,7%
Autres agents	septembre	2 220	1 659	-25,3%

2 – Brèves économiques locales

Finances publiques : signature d'une convention de 1,5 milliard de F CFP entre le Pays et la Banque de Polynésie

Nuihau Laurey, vice-président de la Polynésie française, et Christian Carmagnolle, directeur général de la Banque de Polynésie, ont signé vendredi 31 octobre une convention pour un emprunt de 1,5 milliard de F CFP. Ces fonds permettront de finaliser les investissements inscrits dans le cadre du plan de relance de l'économie. L'encours de la dette de la Polynésie française a augmenté de 5,6% entre 2013 et 2014.

Finances publiques : Standard and Poor's confirme la note BB+, avec des perspectives positives

L'agence de notation Standard and Poor's maintient l'évaluation BB+ de la Polynésie française, avec des perspectives positives, inchangée depuis mars 2011. L'agence considère que la Polynésie française améliore progressivement ses capacités d'autofinancement et que le Pays a normalisé son accès aux financements externes auprès des banques commerciales et des marchés financiers. Néanmoins, l'agence pointe toujours une économie qui souffre de faiblesses structurelles et dont les perspectives de croissance demeurent encore incertaines.

Investissements publics : 93 projets financés par le troisième instrument financier (3IF) en 2014

Le 3 novembre, le comité de pilotage du troisième instrument financier (3IF) a enrichi la programmation 2014 de 7 projets d'investissement supplémentaires, cofinancés par l'État et le Pays dans le cadre d'une seconde tranche d'engagements, portant à 93 le nombre total de projets pour l'année. Parmi ces projets figurent 63 aménagements routiers, 4 aménagements aéroportuaires, 9 aménagements maritimes et 17 travaux de défense contre les eaux.

AFD : signature d'une convention de 20 millions d'euros avec le Pays

Le 28 octobre, l'Agence française de développement et le Pays ont signé une convention de prêt, pour un montant de 20 millions d'euros (2,4 milliards de F CFP). Cet appui budgétaire permettra à la Polynésie française de financer la réalisation d'infrastructures dans le cadre du troisième instrument financier. Les fonds serviront également à la mise en place de systèmes d'assainissement, à la production de logements sociaux et à la rénovation d'établissements scolaires.

Logement social : création d'une commission consultative pour agréer les organismes privés

À la suite de la promulgation de la loi du Pays n°2014-31 du 13 octobre permettant d'agréer des organismes de logement social privés afin de renforcer l'offre de logements sociaux en Polynésie française, un arrêté créant une Commission consultative de l'habitat social a été adopté en Conseil des ministres le 12 novembre. Cette commission sera notamment chargée d'instruire les dossiers de demande présentés par les opérateurs et de rendre un avis.

Perle : un chiffre d'affaires de 280 millions de F CFP réalisé lors de la vente aux enchères du GIE Poe O Rikitea

La troisième vente aux enchères de l'année organisée par le GIE Poe O Rikitea s'est tenue du 9 au 11 novembre à Tahiti. Le chiffre d'affaires de cette vente est estimé à 280 millions de F CFP, pour un prix moyen, toutes tailles confondues, de 700 F CFP par gramme, contre 647 F CFP lors de la dernière vente. Les principaux acquéreurs sont japonais, hongkongais et polynésiens. La prochaine vente se tiendra du 29 au 31 mars 2015.

Colloque sur "les enjeux économiques et stratégiques de l'Outre-mer français du Pacifique" à l'Assemblée nationale

Le 5 novembre, un colloque portant les enjeux économiques et stratégiques de l'Outre-mer français du Pacifique organisé par la Fedom (Fédération des entreprises outre-mer) et l'Acciom (Association des chambres de commerce et d'industrie des outre-mer) s'est tenu à l'Assemblée nationale. Les acteurs économiques de la région Pacifique s'unissent afin de défendre leurs intérêts communs et militent pour le maintien du dispositif de défiscalisation.

AFD : publication d'une étude sur les énergies renouvelables dans le Pacifique

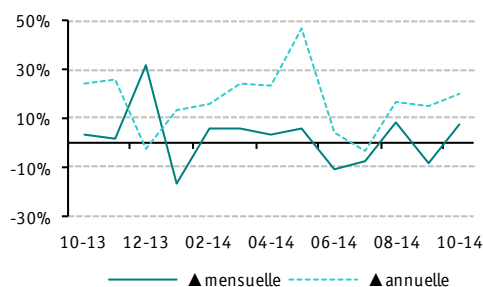
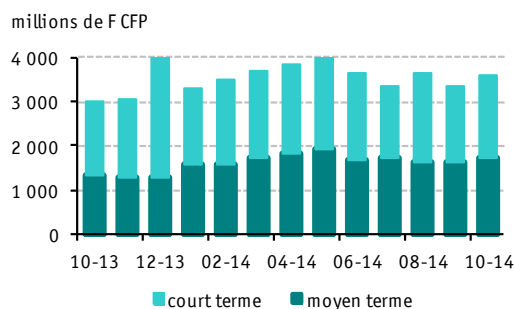
L'Agence française de développement a publié une étude intitulée « *Énergies renouvelables dans le Pacifique : état des lieux et projets exemplaires* », réalisée par la société polynésienne Airaro. L'hydroélectricité demeure la technologie la plus rentable pour les îles hautes tandis que les auteurs privilégient un mixte solaire/huile de coprah pour les atolls. L'installation électrique de l'hôtel The Brando, constituée d'un SWAC, de panneaux solaires et de groupes électrogènes à l'huile de coco, y fait figure d'exemple pour les projets mixtes.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement en octobre

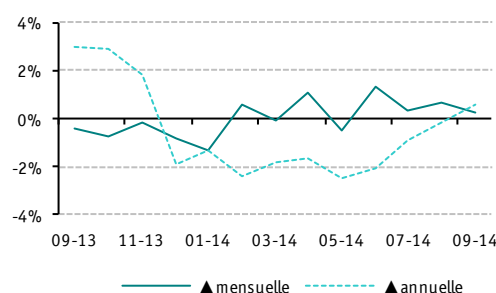
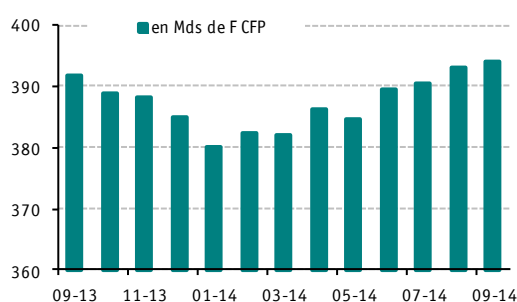
en millions de F CFP	oct-13	sept-14	oct-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 679	1 734	1 867	7,6%	11,2%
Utilisations à moyen terme	1 305	1 604	1 709	6,5%	30,9%
Refinancement total	2 984	3 338	3 575	7,1%	19,8%



Masse monétaire

Augmentation de la masse monétaire

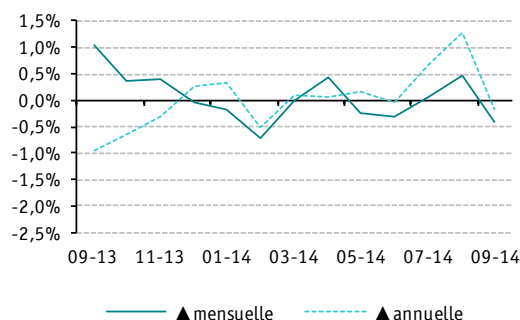
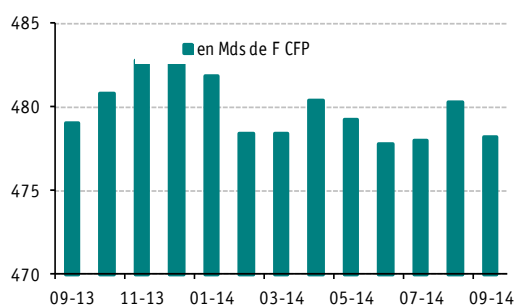
en millions de F CFP	sept-13	août-14	sept-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 360	12 815	12 011	-6,3%	-21,8%
Dépôts à vue	154 364	155 466	152 746	-1,7%	-1,0%
Comptes sur livrets	98 042	98 709	98 772	0,1%	0,7%
Comptes d'épargne logement	418	397	395	-0,7%	-5,6%
Dépôts à terme	121 898	123 680	122 488	-1,0%	0,5%
Autres	1 739	2 037	7 661	ns	ns
Total M3	391 821	393 105	394 073	0,2%	0,6%



Concours des banques locales à l'économie

Repli des crédits de trésorerie et d'équipement

en millions de F CFP	sept-13	août-14	sept-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	123 342	113 118	111 672	-1,3%	-9,5%
Crédits d'équipement	68 926	72 713	72 423	-0,4%	5,1%
Crédits à l'habitat	164 417	167 574	167 684	0,1%	2,0%
Autres crédits	61 936	64 531	63 936	-0,9%	3,2%
Créances douteuses brutes	59 808	62 287	62 460	0,3%	4,4%
Total Concours de Caractère Bancaire	478 429	480 223	478 175	-0,4%	-0,1%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	sept-14	108,0	108,3	107,9	-0,4%	-0,1%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	sept-14	113,7	113,2	113,7	0,4%	0,0%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	sept-14	835,4	1 724,5	819,4	ns	-1,9%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	sept-14	12 436	12 999	13 590	4,6%	9,3%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	sept-14	1 944	2 151	2 186	1,6%	12,5%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept-14	64	157	151	-3,7%	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct-14	197	121	193	ns	-2,0%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept-14	466	492	486	-1,2%	4,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	sept-14	1 799	1 985	1 861	-9,4%	3,4%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	sept-14	2 752	2 817	2 918	3,6%	6,0%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	oct-14	419	322	437	ns	4,3%
Personnes physiques en interdiction bancaire	sept-14	2 838	2 748	2 712	-1,3%	-4,4%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	sept-14	496	1 095	393	ns	-20,8%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	sept-14	63	167	109	ns	ns
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	sept-14	56	56	51	-7,6%	-7,3%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	sept-14	136	123	134	8,4%	-9,3%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	sept-14	15	20	29	ns	30,5%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	sept-14	24	30	47	ns	27,0%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	sept-14	10	71	63	-11,3%	ns
Tourisme						
Nombre de touristes	août-14	14 655	17 656	14 603	-17,3%	-0,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	sept-14	73,4%	72,4%	74,3%	1,9 pts	0,9 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	sept-14	57 068	60 103	58 985	-1,9%	3,4%
<i>Comptes sur livret</i>	sept-14	92 370	92 653	92 882	0,2%	0,6%
<i>Dépôts à terme</i>	sept-14	68 071	68 177	68 083	-0,1%	0,0%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	sept-14	80 183	79 686	76 932	-3,5%	-4,1%
<i>Dépôts à terme</i>	sept-14	43 595	48 300	44 037	-8,8%	1,0%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-14	76 479	72 538	71 830	-1,0%	-6,1%
<i>Crédits à l'habitat</i>	sept-14	144 936	149 336	149 661	0,2%	3,3%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-14	41 083	33 820	33 214	-1,8%	-19,2%
<i>Crédits d'équipement</i>	sept-14	59 951	64 158	64 174	0,0%	7,0%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE										
								taux	date d'effet	
taux de la facilité de dépôt								-0,20%	10/09/2014	
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement								0,05%	10/09/2014	
taux de la facilité de prêt marginal								0,30%	10/09/2014	
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER										
							taux	date d'effet	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte	
taux de la facilité de dépôt			14/04/2014				0,00%			
taux de réescompte des crédits aux entreprises			01/07/2014				0,15%		2,90%	
taux de la facilité de prêt marginal			01/07/2014				0,40%			
taux de l'escompte de chèques			01/07/2014				0,40%			
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE										
taux d'intérêt en fin de mois										
		31/10/2014	30/09/2014	Var. M-1						
EMONIA		0,0820%	0,1970%	- 0,115 pt						
EURIBOR 1 mois		0,0100%	0,0070%	+ 0,003 pt						
EURIBOR 3 mois		0,0860%	0,0830%	+ 0,003 pt						
EURIBOR 6 mois		0,1890%	0,1830%	+ 0,006 pt						
EURIBOR 12 mois		0,3400%	0,3380%	+ 0,002 pt						
taux d'intérêt en moyenne mensuelle										
		oct.-14	sept.-14	Var. M-1						
TMO		1,4800%	1,5600%	- 0,080 pt						
TME		1,2800%	1,3600%	- 0,080 pt						
taux des euro-monnaies										
devise		USD			JPY			GBP		
date		31/10/2014	30/09/2014	29/08/2014	31/10/2014	30/09/2014	29/08/2014	31/10/2014	30/09/2014	29/08/2014
taux JJ		0,170%	0,170%	0,170%	0,043%	0,044%	0,056%	0,480%	0,500%	0,375%
3 mois		0,270%	0,280%	0,350%	0,114%	0,116%	0,128%	0,600%	0,610%	0,730%
10 ans emprunts phares		2,340%	2,490%	2,330%	0,460%	0,520%	0,500%	2,240%	2,430%	2,370%
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2014)										
Crédits aux particuliers				Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				Seuils de l'usure	
Prêts immobiliers					Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament				7,79%	
Prêts à taux fixe				4,85%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable				3,72%	
Prêts à taux variable				4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe				4,53%	
Prêts-relais				5,19%	Découverts en compte				13,39%	
Autres prêts					Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans				3,92%	
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF				20,28%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				Seuils de l'usure	
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF				14,59%	Découverts en compte				13,39%	
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF				9,47%						
(1) y compris commission du plus fort découvert										
TAUX DE CHANGE										
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR										
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	95,2825	1 NZD/XPF	74,3732	1 HKD/XPF	12,2864	1 GBP/XPF	152,1506		
100 JPY/XPF	85,1275	1 AUD/XPF	83,7475	1 SGD/XPF	74,0685	100 VUV/XPF	96,2445	1 FJD/XPF	48,9165	